

Mémorandum du gouvernement luxembourgeois au Commandement en chef des forces alliées de libération (27 mai 1945)

Légende: Le 27 mai 1945, Pierre Dupong, Premier ministre luxembourgeois, adresse aux généraux George W. E. J. Erskine et Arthur E. Grasset, responsables du Supreme Headquarters Allied Expeditionary Force (SHAEF) en Belgique, un mémorandum sur la nécessité de combler rapidement la pénurie de matières premières et de main d'oeuvre au Luxembourg.

Source: Archives Nationales du Luxembourg, Luxembourg. Ministère des Affaires étrangères. Instituts internationaux - Institutions spécialisées - Organisations internationales. Unité Nations Relief and Rehabilitation Administration. UNRRA - Correspondance classée chronologiquement 1945, AE 8088.

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU
Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.
Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:
http://www.cvce.eu/obj/memorandum_du_gouvernement_luxembourgeois_au_commandement_en_chef_des_forces_alliees_de_liberation_27_mai_1945-fr-56edbe39-1c20-4faf-9334-f75727b9c729.html

Date de dernière mise à jour: 04/07/2016



Mémorandum à l'attention des généraux GRASSET et ERSKINE (27 mai 1945)

Grand-Duché de Luxembourg

Ministère d'État

1. Industrie

Il y a un mois, le gouvernement luxembourgeois attirait déjà l'attention des autorités militaires sur la situation très difficile de l'industrie de l'acier, qui emploie 30 000 personnes environ. Actuellement et depuis novembre dernier, elle produit en moyenne 8 000 tonnes d'acier par mois, intégralement destinées aux forces alliées. Sur 32 hauts fourneaux, quatre seulement sont opérationnels, contre 12 en Belgique. Le Luxembourg et la Belgique ont convenu de respecter un rapport de 2 à 3 entre leurs capacités de production. La Belgique produit actuellement chaque mois quelque 50 à 60 000 tonnes d'acier et nous pensons que dans ces conditions, la production mensuelle luxembourgeoise devrait être d'environ 40 000 tonnes au moins. Il semble qu'environ 40 % de la production belge soient réservés au secteur civil, pendant qu'au Luxembourg, rien n'est utilisé sur place. Alors que notre pays est dévasté à 50 % et que les travaux de reconstruction sont très lourds et très urgents, nous ne sommes même pas en mesure de fournir à notre population l'acier nécessaire à la reconstruction de logements collectifs, ni les moyens de les réparer. Même les ponts ferroviaires et routiers ne peuvent être rebâti, faute d'acier.

Le gouvernement luxembourgeois est conscient que cette situation critique est principalement due à une grande pénurie de charbon et de coke. À ce propos, l'un des plus importants sidérurgistes luxembourgeois a, par le biais de la mission du *Supreme Headquarters Allied Expeditionary Forces* (SHAEF, commandement en chef des forces alliées de libération) pour le Luxembourg, proposé ses services aux autorités militaires alliées, leur demandant d'accepter son aide pour relancer la production charbonnière des bassins de la Sarre, d'Aix-la-Chapelle et d'Eschweiler, dont elle est propriétaire. Par deux fois, une petite délégation a été autorisée à visiter ces mines de charbon et il a été convenu qu'il y a plus de six semaines, lors de la dernière visite, qu'un groupe de travail constitué d'ingénieurs et de spécialistes luxembourgeois serait autorisé à se rendre sur ces sites pour aider à l'exploitation des mines. À ce jour, nous n'avons ni réponse, ni charbon. Depuis la libération, Arbed verse chaque mois quelque 40 millions de francs à ses employés et sera dans un avenir proche incapable de poursuivre de tels décaissements. L'État du Luxembourg devra supporter cette charge financière supplémentaire. La situation est d'autant plus grave et pénible pour le Luxembourg que le pays dispose en réalité de deux industries seulement: la sidérurgie tout d'abord et, en second lieu, l'agriculture. La sidérurgie est à l'arrêt, les terres agricoles sont dévastées à 50 % environ; sur la moitié restante, le travail est largement entravé par le manque de chevaux, de personnel et de machines.

Le gouvernement du Luxembourg estime imminent le danger d'une agitation politique et il a demandé à de nombreuses reprises à la mission du SHAEF de faire tout ce qu'elle pourrait, dans l'urgence, pour fournir 70 000 tonnes de coke par mois, au minimum, à la sidérurgie luxembourgeoise.

Le charbon fait tout aussi cruellement défaut aux entreprises de taille moyenne ou à vocation civile. L'une de nos usines de poterie, qui a reçu de l'armée il y a quatre mois déjà une commande de 500 000 tasses et soucoupes, est incapable de l'honorer par manque de charbon. La même usine, qui emploie 300 ouvriers en temps normal, pourrait produire des articles de ménage dont les zones en reconstruction ont un besoin urgent.

À cause de cette pénurie de charbon, les centrales électriques et les chemins de fer doivent interrompre leurs activités dans les jours à venir, et cette situation dure depuis novembre 1944.

2. Communications

Le Luxembourg n'est toujours pas doté de moyens internationaux de communication téléphonique ou télégraphique. Le manque de moyens de communication à l'intérieur du pays ou vers l'étranger gêne considérablement la vie économique et institutionnelle du pays.

3. Hébergement

a) Depuis le retrait des plus importantes unités des forces armées, le gouvernement luxembourgeois insiste pour que les maisons appartenant à des déportés ou prisonniers politiques de retour au pays soient libérées.

Jusqu'à présent, ce dossier n'a progressé que très lentement, ce qui fragilise au plus haut point la situation du gouvernement. De 25 à 30 000 personnes environ reviennent d'Allemagne, personnes qui constituent le noyau le plus intéressant de la population et qui ne comprennent pas pourquoi, après quatre ans de souffrances, elles doivent à nouveau être traitées comme des citoyens de deuxième classe. Même la station supplémentaire de Mondorf-les-Bains a été bloquée sans être occupée alors qu'elle était l'unique moyen de loger nos déportés ou de leur permettre de se reposer.

b) Les hôtels sont bloqués à 100 % ou occupés par les forces militaires, de sorte que le gouvernement luxembourgeois ne peut loger que fort peu de diplomates ou visiteurs officiels parmi ceux qui s'arrêtent au Luxembourg.

c) La plupart des écoles des villes sont occupées par des troupes et l'unique école technique du Grand-Duché, située à Esch, a elle-même été convertie récemment en centre de repos tandis que la totalité de ses équipements et de son mobilier étaient enlevés.

4. Récupération des biens luxembourgeois en Allemagne

Lors de la seconde invasion du pays en décembre dernier, de 3 000 à 3 500 chevaux et environ 35 000 têtes de bétail ont été emportés en Allemagne. Le SHAEF a autorisé, par le truchement du général SCOWDEN, le retour d'environ 2 000 chevaux et de la moitié des vaches. Les généraux SCOWDEN et STEARNS, officier commandant la zone de communication (Com. Z), ont transmis cette information au 12^e groupe d'armée. Rien qu'à Bitburg, 400 chevaux étaient réservés au Luxembourg, mais les autorités militaires locales se sont opposées à leur enlèvement.

La situation agricole du pays est des plus graves, et les Luxembourgeois, voyant leurs chevaux et leur bétail de l'autre côté de la frontière, ne comprennent pas pourquoi on leur interdit de les

recupérer.

Les agriculteurs du Luxembourg propriétaires de terres frontalières en Allemagne disposent de permis approuvés par le SHAEF pour les cultiver, mais en sont empêchés quotidiennement par les autorités militaires locales.

Environ 200 tonnes de peaux ont été découvertes à Trèves dans diverses tanneries gravement endommagées, lors d'une visite sur place d'experts luxembourgeois de la profession accompagnés de représentants de la GPA. Les généraux Scowden et Stearns ont pris des dispositions pour que ces peaux soient envoyées au Luxembourg pour y être traitées et apprêtées au bénéfice des forces américaines et alliées. Seule une très faible proportion de ces peaux a pu être transportée de Trèves au Luxembourg, parce qu'à un certain moment, sans aucune explication, les autorités militaires locales se sont opposées à leur acheminement.

Il en va de même des tracteurs, autobus et voitures immatriculés au Luxembourg, qui roulent toujours partout en Allemagne. Mais maintenant, bien entendu, la plupart de ces plaques auront disparu.

5. Équipement militaire

L'équipement qui, avec l'accord du SHAEF, devait être livré aux forces armées luxembourgeoises s'est révélé de très mauvaise qualité et la seconde livraison, la plus importante, aurait dû avoir lieu avant le 1^{er} juin. À ce jour, rien n'est arrivé et les deux premiers bataillons luxembourgeois doivent en principe être constitués à cette même date. Le gouvernement luxembourgeois désire vivement savoir ce qui peut être fait à ce propos.

6. Programme d'importation civil

Il n'est pas mentionné, parce que nous attendons de la mission du SHAEF Belgique qu'elle fournisse le transport et qu'elle veille à ce que le Luxembourg reçoive sa juste part.

7. Officiers chargés des personnes déplacées

Il y a deux mois, le SHAEF a demandé au gouvernement luxembourgeois de déléguer cinq nouveaux officiers chargés des personnes déplacées, ce qui porterait leur nombre à 10. Deux officiers ont été convoqués il y a quatre semaines. Trois des cinq premiers attendent toujours leur affectation en Allemagne. Le gouvernement luxembourgeois estime que, compte tenu du grand nombre de prisonniers et de déportés luxembourgeois, ces trois officiers seraient très utiles aux autorités alliées en Allemagne.

8. La fusion de la mission du SHAEF Luxembourg avec celle du SHAEF Belgique amoindrit le prestige et la position morale du Grand-Duché de Luxembourg.

De plus, cette fusion est intervenue sans que soit consultés ni S.A.R. la Grande-Duchesse de Luxembourg, ni le gouvernement.

Le gouvernement luxembourgeois a l'impression de ne pas jouir de la considération accordée aux

pays plus grands; ce traitement entrave son action et rend sa position plus difficile chaque jour.

Seule la Com. Z. à Paris, avec le général Stearns, le colonel Greason et leurs personnels a montré à ce jour une grande compréhension et accordé au Luxembourg une aide précieuse.

Le gouvernement luxembourgeois demande donc au SHAEF de prendre de toute urgence les mesures nécessaires pour:

- 1) fournir du coke et du charbon en quantités suffisantes pour que la vie économique du pays puisse redémarrer;
- 2) mettre à la disposition des autorités luxembourgeoises des équipements techniques et environ 5 000 prisonniers de guerre allemands ainsi que les tentes, matériels de cuisine et outils nécessaires; sur ce nombre, 3 000 pourraient être employés à l'œuvre de reconstruction et 2 000 aux travaux agricoles;
- 3) ouvrir un minimum d'hôtels à des fins d'hébergement et vider les maisons appartenant aux déportés;
- 4) permettre aux nationaux luxembourgeois de récupérer, en Allemagne, les biens qui leur ont été pris par l'envahisseur;
- 5) ouvrir les communications téléphoniques et télégraphiques, au moins avec Bruxelles, Paris, Londres et Washington, et amener suffisamment d'essence pour amorcer la reconstruction du pays et de la vie économique.

P. Dupong.

Premier ministre du Luxembourg.